



**MINISTÈRE  
DE L'EUROPE  
ET DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Mme Catherine COLONNA,  
Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères**

Projet d'intervention au débat général  
de l'Assemblée générale des Nations unies  
New York, Assemblée générale des Nations Unies,  
Jeudi 21 septembre 2023

***– Seul le prononcé fait foi –***

**Monsieur le Président de l'Assemblée générale,**

**Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat ou de gouvernement,**

**Mesdames et Messieurs les Ministres,**

**Mesdames les Ambassadrices et Messieurs les Ambassadeurs,**

**C'est un honneur pour moi que de porter devant vous la voix de la France.**

**Je le fais en mesurant combien cette Assemblée commune, cette Assemblée de toutes nos nations, est notre bien commun. Ici les Nations ont décidé d'unir librement leurs destins et d'agir pour le bien commun.**

**C'est dans cet esprit que je m'exprime devant vous. L'esprit de ceux qui, il y a près de huit décennies, voulurent sur les décombres du monde faire entrer les relations entre Etats dans une ère nouvelle.**

**Une ère où chacun comprend que la défense de ses intérêts passe par le respect de principes communs.**

**Une ère où chacun comprend que le fort d'aujourd'hui peut être le faible de demain.**

**Une ère où le droit encadre la puissance.**

**Une ère où les défis communs de l'Humanité sont enfin relevés ensemble et non dans le chacun pour soi.**

**C'est cet esprit des Nations unies qui anime l'action internationale de la France, c'est l'esprit d'une puissance confiante dans ses principes, solidaire et toujours disposée à agir collectivement pour le bien commun.**

**1/ Nos principes, quels sont-ils ?**

**Ils sont ceux que cette Assemblée a réaffirmés à d'écrasantes majorités lorsqu'elle a condamné l'agression russe contre l'Ukraine, à déjà trois reprises. Rien, ni moralement, ni juridiquement, ne pourra jamais justifier d'envahir son territoire voisin, de tenter des annexions par des manœuvres indignes et d'en martyriser la population.**

**La France défend les principes simples d'égalité entre Etats, de respect de leur intégrité territoriale et de leur souveraineté, principes personne ne peut ni ne doit transiger.**

**La France défend aussi le principe de la sécurité alimentaire. Qui pourra croire, malgré la confusion et la propagande que certains répandent à l'envi, que celui qui détruit les céréales et les silos à grains a le moindre intérêt pour la sécurité alimentaire mondiale, alors qu'il en est l'ennemi ?**

**Ce que nous voyons c'est l'expression d'une brutalité pure, capable d'user de toutes les armes, même celle de la faim, pour tenter de ressusciter sa chimère impérialiste.**

**Face à cela, d'autres, dont la France, agissent concrètement.**

**Agissent en finançant les livraisons du PAM au bénéfice des pays les plus fragiles.**

**Agissent en facilitant l'exportation des céréales ukrainiennes par les corridors de solidarité de l'Union Européenne.**

**Agissent en finançant partout dans le monde d'ambitieux programmes pour le développement des agricultures locales ou pour le soutien aux cantines scolaires.**

**La France défend aussi le principe de l'inviolabilité du patrimoine historique des Nations, cet héritage des cultures de l'humanité. A Mossoul et à Tombouctou hier, à Odessa aujourd'hui ou Lviv, partout la France soutient les actions de ceux qui défendent les trésors historiques de pays que la haine menace de submerger.**

**La France soutient, enfin et évidemment, le principe de la lutte contre l'impunité des crimes.**

**Notre soutien à la Cour pénale internationale s'exprime partout : au Sahel pour juger les djihadistes que la France avait fait plier hier et qui de nouveau menacent une région entière ; en Ukraine bien sûr où des crimes de guerre sont commis quotidiennement contre la population.**

**Ce qui se joue en Ukraine nous concerne tous. Si nous laissons nos principes communs être transgressés là-bas, ils le seront partout, si nous laissons une agression être récompensée, d'autres se produiront, là ou ailleurs.**

**Mesdames et Messieurs,**

**2/ La guerre d'agression russe est aussi un coup porté aux pays les plus vulnérables. Elle nous impose aujourd'hui un devoir redoublé de solidarité.**

**La France est devenue en 2022 le 4ème acteur de cette solidarité, rejoignant trois puissances amies : les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne. C'est le résultat d'un patient investissement que je suis fière de vous présenter.**

**Solidaire, la France l'est face à ceux que la faim menace.**

**L'appel lancé il y a quelques jours pour préserver les infrastructures agricole, l'accroissement massif de notre aide alimentaire portée à 900 millions d'euros et qui bénéficie à 67 pays, dont cette semaine encore le Nigéria et le Soudan, l'accueil prochain de la coalition pour l'alimentation scolaire à Paris les 18 et 19 octobre prochain et la réunion de reconstitution du Fonds international pour le développement agricole en décembre, avec l'objectif fixé d'une reconstitution à hauteur de 2 milliards de dollars, en témoignent.**

Notre action de solidarité vise également à permettre l'accès de tous aux financements nécessaires à la lutte contre la pauvreté et aux transitions énergétiques, dans la ligne de l'agenda ambitieux des Nations Unies pour l'atteinte des Objectifs du Développement Durable.

Le président de la République française a ainsi pris l'initiative du sommet pour un nouveau pacte financier, qui s'est tenu à Paris les 22 et 23 juin et a permis de tracer un chemin pour rehausser les financements publics et privés à l'échelle du défi de la solidarité internationale.

Ce sommet a donné lieu à des résultats positifs immédiats, comme la signature d'un partenariat pour la transition énergétique au Sénégal (JET-P) ou encore l'accord trouvé sur la dette de la Zambie.

Des engagements pour laquelle la France s'est mobilisée depuis des années ont pu être tenus.

C'est le cas par exemple de la réallocation de 100 milliards de droits de tirages spéciaux.

Le « Pacte de Paris pour les peuples et la planète » qui a résulté de ce sommet pose des principes clairs, afin d'affronter à la fois et de front la pauvreté, le changement climatique et la perte de biodiversité, en faisant en sorte qu'aucun pays n'ait à choisir entre ces objectifs.

J'appelle tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à endosser ce Pacte.

**Notre action de solidarité, c'est aussi celle d'un pays qui a dépassé de plus d'un milliard d'euros ses promesses d'engagements financiers sur le climat, en les portant à 7,6 milliards d'euros en 2022.**

**C'est celle d'un pays qui continuera d'œuvrer sans relâche pour protéger les poumons de notre planète.**

**Notre pays accueillera, en juin 2025, la Conférence des Nations unies sur l'océan, qu'elle co-organisera avec le Costa Rica afin de renforcer autant que possible la protection de ce puits de carbone essentiel.**

**Je compte sur votre soutien, tout comme celui à notre engagement à protéger les forêts et à construire des partenariats pour leur conservation.**

**C'est celle d'un pays qui sera toujours engagé pour la promotion et la défense des droits de l'Homme.**

**En décembre prochain, nous célébrerons le 75ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, à Paris et à Genève.**

**Ce sera l'occasion de rendre hommage à celles et ceux qui luttent pour défendre les droits et libertés, pour sauvegarder la dignité humaine, droits auxquels nous aspirons tous dans toutes les latitudes.**

**Je pense aux droits des femmes, notamment en Afghanistan, où les femmes sont réprimées comme telles, par un régime Taliban qui a tragiquement placé une politique de ségrégation et de violence contre les femmes au cœur de son identité politique.**

**Notre solidarité va aussi à celles et ceux qui s'engagent pour les autres, parfois au péril de leur vie.**

**Je pense aux Casques bleus, je pense aussi aux 116 travailleurs humanitaires qui ont été tués, à ceux qui ont été blessés, kidnappés en 2022. Nous devons mieux les protéger et la France restera pleinement mobilisée à leurs côtés, comme je l'ai fait cette semaine avec nos partenaires humanitaires.**

**3/ Forte de ses principes, la France se tiendra toujours prête pour une action collective au service de bien commun.**

**Sur le plan du climat, nous voyons aujourd'hui ce que notre manque d'ambition pourrait produire de désastres. Incendies, intempéries, inondations ont marqué cette année, partout dans le monde et fait des dizaines de milliers de victimes. Le dernier rapport du GIEC et le bilan réalisé en vue de la COP28 doivent nous alarmer.**

**Nous ne pouvons pas détourner le regard. Il faut au contraire agir, agir vite et agir collectivement face à ces défis communs, qui n'épargnent aucune nation de cette planète. C'est urgent, mais c'est possible.**

**Pour cela, nous avons une méthode. Une méthode éprouvée, qui nous a permis d'obtenir des résultats par le passé.**

**C'est celle du Protocole de Montréal, qui a permis à l'humanité de régler le problème de la couche d'ozone.**

**C'est celle que nous avons déployée pour aboutir ensemble à l'accord de Paris en 2015.**

**C'est aussi cette méthode qui doit faire entrer en vigueur, dès que possible, le traité « BBNJ » pour protéger les aires marines, et encore celle qui permettra d'atteindre les**

**objectifs ambitieux de l'accord de Kunming-Montréal sur la biodiversité et d'adopter un accord juridiquement contraignant pour éliminer la pollution plastique.**

**Cette méthode, la seule qui vaille pour aller au-delà de la prise de conscience à agir avec résolution, engagement et responsabilité, c'est le multilatéralisme.**

**Et face à la destruction climatique, face à la démolition de notre habitat naturel, face à l'appauvrissement généralisé de notre biodiversité, vous pouvez compter sur la France pour rester en initiative.**

**La méthode multilatérale, c'est aussi celle qui nous permettra de résoudre les crises internationales qui se multiplient.**

**Au Haut-Karabagh, la communauté internationale doit assurer qu'une population soumise à neuf mois d'un blocus implacable, qui se remet d'une campagne de bombardements et de destructions, puisse voir ses droits et sa sécurité enfin garantis. Un diktat imposé à une population civile assiégée ne peut être une solution, tandis que les menaces proférées contre l'Arménie elle-même, et les atteintes à son territoire, d'ores et déjà constatées, doivent cesser.**

**En Afrique, nous croyons aux solutions africaines aux crises africaines, et nous sommes disposés à soutenir les organisations régionales africaines à chaque fois qu'elles sollicitent notre soutien. Nous le faisons au Niger, où la France soutient la CEDEAO dans son action pour y rétablir un ordre constitutionnel remis en cause par la force.**

**Au Soudan, une guerre meurtrière fait rage depuis plus de 5 mois. Les civils sont les premières victimes d'un conflit atroce et inacceptable.**

**Il est du devoir de la communauté internationale de continuer, sans relâche, à rechercher des solutions pour la paix. Nous demandons une nouvelle fois aux belligérants**



**de cesser les combats et d'épargner les civils, de permettre une trêve humanitaire et de faire émerger une solution politique inclusive.**

**Nous ne pouvons pas non plus nous habituer au conflit dans l'est de la RDC, qui depuis si longtemps repose sur les mêmes ressorts et fait les mêmes victimes. Là aussi, la France est en appui des mécanismes régionaux de résolution des conflits, pour faciliter une solution négociée et apaisée.**

**En Afrique, nous croyons aux solutions africaines aux crises africaines, et nous soutenons les organisations régionales africaines à chaque fois qu'elles demandent l'appui de leurs partenaires.**

**Nous le faisons au Niger, où la France soutient la CEDEAO dans ses efforts, pour y rétablir un ordre constitutionnel remis en cause par la force, depuis que le président démocratique élu, Mohamed Bazoum, fait face à une tentative de putsch.**

**La France est et restera une alliée fiable et constante des organisations régionales africaines quand elles se battent pour la paix, pour le développement, pour la démocratie et pour la sécurité du continent.**

**Dans un Moyen-Orient qui se recompose, la France prend aussi sa part, en soutenant, sans relâche, le dialogue et la coopération. Nous participerons, à l'invitation de notre partenaire irakien, le 30 novembre prochain, la troisième conférence dite « de Bagdad », dans ce format inédit de dialogue entre tous les pays de la région. Il s'agira de travailler à des projets concrets dans la région, pour répondre au besoin manifeste de coopération entre ces pays.**

**Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,**

**La France, fidèle à sa tradition, sera présente pour que nous puissions ensemble, nos Nations unies, affronter les défis globaux, les menaces à la paix et la sécurité internationales et les atteintes à nos principes communs.**

**Pour ce faire, le Secrétaire général, Antonio Guterres, peut compter sur le soutien indéfectible de la France.**

**C'est maintenant qu'il faut agir, ensemble, pour le salut de tous.**

**Je vous remercie./.**